

Les classes moyennes et leur évolution en France et dans le monde : une question clé

La question des « classes moyennes » est plus que jamais d'actualité, après s'être invitée en 2012 dans la campagne présidentielle française. Suite à une note récente de France Stratégie, ce billet revient sur les évolutions des classes moyennes et sur les enjeux qui y sont associés.

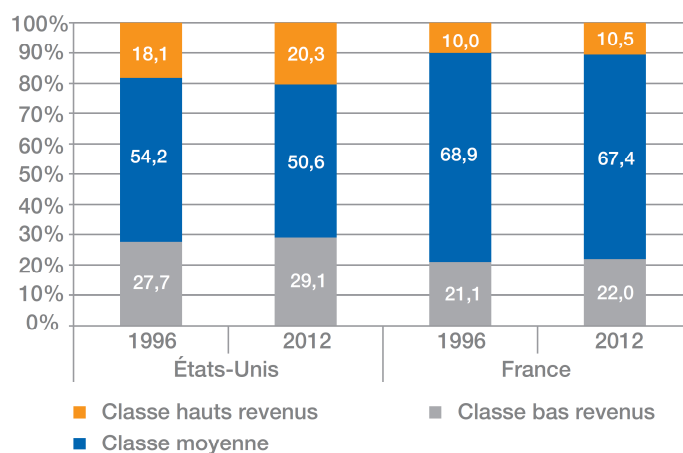
Les classes moyennes : enjeux individuels et sociétaux

L'ascension sociale vers les classes moyennes et leur stabilité constituent un réel enjeu pour nos sociétés modernes. Au niveau individuel, mais aussi au niveau de la société, les classes moyennes portent en effet des espoirs de progrès socio-économiques et politiques, qui peuvent participer du « rêve américain », ou du « rêve français ». En premier lieu, l'accession vers la classe moyenne résulte de la mobilité sociale, donc de la capacité pour un individu à dépasser le statut social de ses parents, et donc bénéficier d'un meilleur emploi, d'un statut plus protégé, mieux rémunéré, etc. En termes socio-économiques, les critères d'une expansion économique porteuse de progrès sociaux tracés par Jean Fourastié, comme l'expansion salariale, la stabilisation des statuts d'emploi ou la mobilité sociale, ou « l'égalisation des conditions » (Tocqueville), etc. ont souvent bénéficié à la classe moyenne. La peur du déclassement des classes moyennes souligne l'importance du sentiment et de la possibilité concrète de mobilité, d'ascension sociale entre les générations. Selon certaines conceptions, en termes de politique au sens de « vie de la cité », la classe moyenne « *est au cœur de l'adhésion au projet démocratique et assure sa pérennité* » (France Stratégie).

Les classes moyennes françaises : un début d'érosion ?

Une [récente étude de France Stratégie](#) présente la place de la « classe moyenne » dans les sociétés française et américaine. La classe moyenne (ou « classes moyennes » dans le débat public français) y est définie comme « *l'ensemble des personnes dont le revenu (après prestations sociales et avant impôts) est compris entre deux tiers et deux fois le revenu médian* ». D'autres approches définissent par exemple les classes moyennes en termes plus sociologiques (comme celle de Maurice Halbwachs). En France, cette classe regroupe deux tiers de la population, contre la moitié aux Etats-Unis (cf. graphique 1). En termes d'évolution sur 1996-2012, la part de la classe moyenne en France a légèrement diminué sur l'ensemble de la période (-1,5 point de pourcentage), alors qu'elle s'est réduite de manière significativement plus forte aux Etats-Unis (-3,6 points de pourcentage). Cette attrition s'est réalisée en faveur des bas revenus en France (+0,9 point, contre +0,5 point pour les hauts revenus), et plutôt des hauts revenus aux Etats-Unis (+2,2 points, contre +1,4 point pour les bas revenus). La note insiste bien sur ces évolutions, en précisant que « *l'érosion de la classe moyenne américaine est un phénomène ancien et marqué là où, en France, le mouvement ne s'amorce qu'en 2009* ».

Graphique 1 : répartition de la population adulte selon la classe de revenus

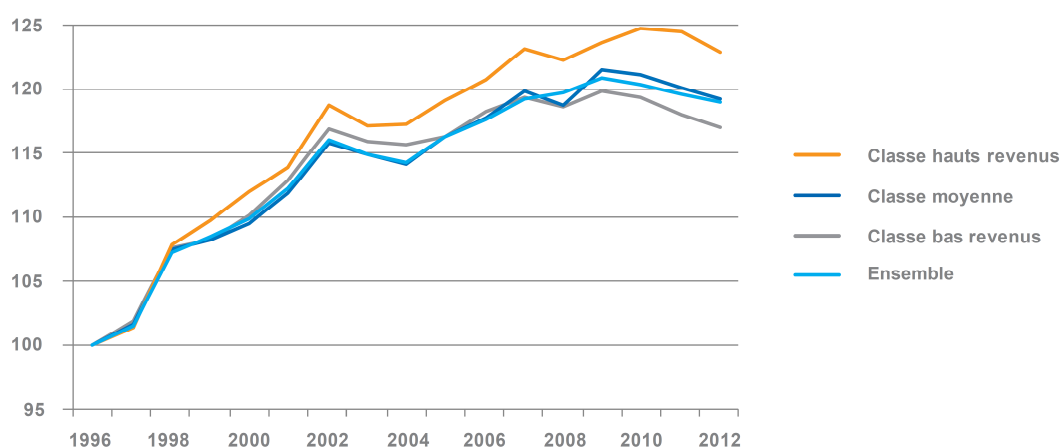


Champ : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Source : Calculs France Stratégie. Enquête ERFS de l'Insee et Pew Research Center.

L'appartenance à la classe moyenne étant relative au niveau de revenu, il est important d'observer le revenu médian pour chacune des classes (bas revenu, classe moyenne, hauts revenus) (cf. graphique 2) : celui-ci, pour chaque classe, commence à se réduire depuis 2009-2010 en France, avec un avantage très net pour les « hauts revenus » en 2012. Aux Etats-Unis, après des évolutions contrastées depuis une quinzaine d'années, les revenus médians par classe retrouvent des niveaux proches de ceux de 1996 (avec un avantage très net encore une fois pour les hauts revenus en 2012).

Graphique 2 : Evolution du revenu médian par classe en France entre 1996 et 2012 (base 100 en 1996)



Champ : Personne âgée d'au moins 18 ans.

Source : Calculs France Stratégie pour la France. Enquête ERFS de l'Insee.

La stabilité relative (avec une légère érosion sur les dernières années) de la part des classes moyennes dans la population française est confirmée par d'autres travaux, par exemple cet [article de Louis Chauvel](#). L'auteur souligne notamment que les classes moyennes (définies dans ce travail par l'ensemble des ménages situés entre 75% et 125% du revenu médian) voient leur part diminuer dans de nombreux pays (européens, anglo-saxons, mais aussi pays moins avancés économiquement) sur la

période 1985-2005. Pour autant, ce phénomène dit de « *shrinking middle class* » ne se vérifie pas partout (notamment pas en France *sur cette période*). Il pourrait être expliqué à la fois par des caractéristiques internes à chacun des pays, et par des facteurs « structurels » qui auraient des conséquences en termes de « polarisation des emplois ». Cette dernière, déjà observée aux Etats-Unis, est caractérisée par une évolution croissante de la demande d'emplois élémentaires (c'est-à-dire peu qualifiés, bas revenus, dans des services à la personne par exemple) au détriment des emplois intermédiaires, plus qualifiés, à revenus plus élevés (voir par exemple ce [précédent billet de blog](#) sur le sujet). Pour le cas européen, la polarisation semble aussi à l'œuvre mais le sujet reste encore l'objet de débats, en particulier pour le cas français (voir par exemple la [note de France Stratégie](#) sur ce sujet).

L'érosion récente des classes moyennes, quelles conséquences sociales ?

Dans quelle mesure les facteurs structurels caractérisant les pays concernés par l'érosion de leur classe moyenne pourraient également jouer pour la France ? L'érosion des classes moyennes françaises sur la période 2009-2012 est-elle amenée à s'amplifier ? Les évolutions dans les prochaines années devront être observées avec attention.

Quelles qu'elles soient, les classes moyennes semblent être déjà concernées par des risques de déclassement ou de précarité croissants. Par exemple, pour Louis Chauvel (article de 2014 déjà cité), malgré un constat de stabilité apparente *de (très) long terme*, les classes moyennes ne sont pas à l'abri de phénomènes touchant auparavant plutôt les « bas revenus », comme le déclassement (qu'il soit social ou scolaire), la précarité de l'emploi, la stagnation salariale. A titre d'illustration, il montre ainsi, dans un [travail de 2012](#), que le salaire net annuel moyen (déflaté) des « professions intermédiaires » stagne depuis les années 1980, et que le rapport entre salaire (toujours en net, déflaté) des professions intermédiaires et celui des ouvriers ne cesse de se réduire depuis les années 70. Bien sûr, le système de protection sociale français compense en partie le « niveau » des revenus primaires (pour une partie tout le moins des classes moyennes). Mais une [étude récente du CREDOC](#) (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) montre que les classes moyennes « inférieures » bénéficient de moins de redistribution que dans d'autres pays (en termes de contribution « nette » aux prélèvements obligatoires : sommes versées moins aides reçues).

Ce tableau et ces interrogations (érosion assez générale des classes moyennes dans le monde, début d'érosion en France, polarisation croissante des emplois, risques augmentés de déclassement, relatifs « perdants » de la redistribution) s'inscrivent dans un contexte de hausse des inégalités dans nos sociétés modernes, comme ont pu le montrer les travaux de Thomas Piketty et des chercheurs participant à la mise en place de la « [World Wealth and Income Database](#) » (voir par exemple ces deux billets de blog : [ici](#) et [ici](#)). En particulier, la capacité de « captation » de la création de richesse des hauts revenus/des hauts patrimoines, et les niveaux d'inégalités qui en résultent, notamment dans les pays anglo-saxons, soulignent l'importance et l'actualité de ces problèmes qui semblent au cœur de grands enjeux pour nos démocraties et doivent donc être pris à bras le corps par le politique.

Si les classes moyennes continuent à s'éroder, si la polarisation ou le déclassement deviennent une réalité concrète pour une part toujours plus forte de la population, il y a une réponse à avoir en termes de politiques publiques, notamment d'éducation et de formation, d'accompagnement des transitions, voire de redistribution.